

SERBIE-ET-MONTÉNÉGRO

Les agressions dont sont victimes les défenseurs des droits humains doivent cesser

Index AI : EUR 70/018/2005

ÉFAI

**Embargo : mardi 29 novembre 2005
(00 h 01 TU)**

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Les défenseurs des droits humains et les journalistes indépendants sont de plus en plus menacés, voire physiquement agressés, en Serbie, dans une tentative de musellement de tout débat sur les atrocités passées, a déclaré Amnesty International ce mardi 29 novembre en rendant public un nouveau rapport sur ce sujet. Des graffitis agressifs sont griffonnés sur leur lieu de travail et ils sont menacés d'actions en justice ou des poursuites injustifiées.

« Ces attaques font penser à la répression des défenseurs des droits humains, journalistes et militants de l'opposition qui avait marqué les derniers jours de la présidence de Slobodan Milosevic », a déclaré Sian Jones, responsable de la recherche sur la Serbie-et-Monténégro au sein d'Amnesty International.

Dans son dernier rapport intitulé *Serbia and Montenegro: The Writing on the Wall: Serbian Human Rights Defenders at Risk* (index AI EUR 70/016/2005), Amnesty International rend compte de menaces proférées par des particuliers mais aussi par des membres des forces de sécurité et des membres du gouvernement ou de partis politiques de connivence avec le gouvernement. Bien que l'identité des auteurs de la majorité de ces menaces demeure inconnu, on soupçonne avec raison qu'ils entretiennent des liens avec les groupes nationalistes de droite.

Le rapport met en évidence le fait que la plupart des défenseurs des droits humains pris pour cibles participent à un programme qui vise à remettre en question le climat d'impunité qui continue de prévaloir quant aux crimes de guerre, et à encourager tant les autorités que la population serbes à regarder la vérité en face en ce qui concerne le passé. Ce programme met l'accent plus particulièrement sur le 10^e anniversaire du massacre de Srebrenica pendant la guerre en Bosnie-Herzégovine.

Au moment de son accession au Conseil de l'Europe, la Serbie-et-Monténégro avait pris plusieurs engagements dont celui d'informer la population serbe sur les crimes commis par le régime de Slobodan Milosevic à l'encontre des

autres habitants de la région et aussi des Serbes. Cependant, après la diffusion à la télévision nationale d'un film vidéo montrant six Bosniaques de Srebrenica en train de se faire tuer par les membres d'une formation paramilitaire serbe, les représentants de plusieurs partis politiques, dont certains collaborent avec le gouvernement actuel, ont accusé les personnes militant en faveur des droits humains de mener une campagne anti-serbe.

À plusieurs reprises au cours de l'année qui vient de s'écouler, des graffitis antisémites ont été tagués sur le bâtiment du Centre de droit humanitaire à Belgrade, qualifiant notamment sa directrice Natasa Kandic de « pion juif ». La directrice du Comité Helsinki de Serbie, Soja Biserko, a été agressée physiquement à plusieurs reprises et son appartement a été forcé. Elle a été accusée par un journal à sensations de Belgrade d'être une espionne croate. Une organisation de femmes opposées à la participation serbe aux guerres des Balkans, *Zene u Crnom protiv Rata* (Femmes en noir contre la guerre) a fait l'objet d'une enquête criminelle pour participation présumée à un réseau de prostitution, allégations qu'Amnesty International considère comme totalement infondées.

Des journalistes ont également été victimes de manœuvres de harcèlement ou d'intimidation comme ce fut le cas pour un reporter et le rédacteur en chef du quotidien belgradois *Danas*. La radio, la télévision et le site internet *B92* et son directeur et rédacteur en chef Veran Matic ont été victimes de violences après la diffusion du film vidéo montrant l'homicide sur la personne des six Bosniaques. À Vranje, dans le sud de la Serbie, Sasa Stojkovic de Radio OK aurait fait l'objet de menaces de la part de membres du Parti radical serbe.

« Ces attaques ne se heurtent à aucune opposition parce que les autorités n'ont pas la volonté politique de s'attaquer à l'impunité pour les crimes de guerre, a ajouté Sian Jones. L'armée et la police ont quant à elles tout intérêt à préserver l'impunité tant que le pouvoir judiciaire reste faible et sous influence politique. »

« L'impunité est encore renforcée par le fait que les autorités ne défèrent pas à la justice les personnes soupçonnées de menaces ou d'agressions contre des défenseurs des droits humains ou des journalistes, même lorsque des éléments suggèrent que ces attaques sont motivées par, ou veulent inciter à, la discrimination sur la base de la nationalité, l'ethnicité ou la religion. Dans certains cas, des membres du gouvernement serbe ont contribué au climat d'impunité pour des agressions de ce type. »

Amnesty International demande aux autorités de mener dans les meilleurs délais une enquête exhaustive et impartiale sur de telles allégations, et de veiller à ce que les principes définis dans la Déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'homme soient pleinement intégrés dans la législation et les mécanismes nationaux.

L'organisation de défense des droits humains appelle aussi la communauté internationale, et en particulier les États membres du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne, à évoquer ses préoccupations au sujet des défenseurs des droits humains lors des réunions bilatérales ou multilatérales avec les autorités serbes. ●

Le rapport *Serbia and Montenegro: The Writing on the Wall: Serbian Human Rights Defenders at Risk* (index AI : EUR 70/016/2005) peut être consulté sur le site de l'organisation, à l'adresse suivante : <http://web.amnesty.org/library/index/engEUR700162005>

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International à Londres, au +44 20 7413 5566, ou consulter le site <http://www.amnesty.org>